

*Pour une politique juste et efficace mise délibérément
au service de l'Homme, à commencer par le plus démuné
Association reconnue d'intérêt général
Inscrite sur le Registre européen des représentants d'intérêts*

28 août 2023

Le libre-échange version 21^{ème} siècle ne peut pas fonctionner correctement. Sans réformes, la violence continuera.

Pour remédier vraiment à la violence actuelle, il faut recenser toutes ses causes. La principale (que tout le monde se refuse à évoquer) est liée au chômage de masse et aux délocalisations à répétition, donc à la désindustrialisation, qui ont été organisés durant 30 ans. Les autres causes de la violence en découlent.

N'oublions jamais que pendant ces 30 ans, **beaucoup de citoyens ont été privés d'avenir, ont vécu dans la peur du lendemain, ont souvent perdu leur confiance en eux**, ne parvenant pas à «décrocher» un emploi.

Des enfants ont pu devenir adolescents en voyant leurs parents et grands-parents au chômage. La «valeur travail» et bien d'autres repères ont ainsi explosé devant ce chômage de masse (comment y croire ?) ouvrant, notamment dans les banlieues, une autoroute aux maffias et autres dealers, qui s'enrichissent toujours sur la misère et la peur. Au fil du temps, ce terrible engrenage s'est emballé. Il est hors de contrôle¹.

On en est même à parler de « décivilisation » !

Avant tout, il faut comprendre comment tout cela s'est produit.

1 – DES DECISIONS PRISES SUR LA BASE DE THEORIES QUI N'EXISTENT PLUS DEPUIS LONGTEMPS.

Persuadés qu'elle reposait sur un modèle économique robuste et ayant fait ses preuves, les promoteurs de la mondialisation ont crû que celle-ci serait une « mondialisation heureuse » et pensaient qu'elle profiterait à tout le monde.

¹ Il est bien clair que les rapides et immenses progrès des technologies ont également beaucoup contribué aux difficultés que nous connaissons aujourd'hui, à commencer par la fracture numérique. Mais ils ne sont pas responsables des délocalisations. Au lieu de laisser les délocalisations se produire, ce qui nous a fait perdre définitivement de nombreux savoir faire, il fallait moderniser à vitesse accélérée nos entreprises et leurs salariés. Pour cela, il fallait adopter un autre modèle économique (voir pages 2 et 3 ci-après). Le gouvernement en a conscience aujourd'hui, et met en place une politique ambitieuse de modernisation et d'apprentissage pour répondre à ce défi. Néanmoins, les dégâts du passé prendront du temps pour s'effacer.

Apparemment, ce modèle économique, imaginé au 18^{ème} siècle notamment par David Ricardo avait du sens. Ricardo a démontré avec talent que la **spécialisation des Etats dans les secteurs économiques où ils sont compétitifs, et le libre-échange sont mécaniquement une source d'enrichissement pour tous.**

https://fr.wikipedia.org/wiki/David_Ricardo

Problème : Ricardo avait posé **4 conditions** au bon fonctionnement de sa théorie du libre-échange et de la spécialisation des Etats :

1. la valeur du travail est égale au prix multiplié par la quantité de travail ;
2. la concurrence doit être parfaite ;
3. il doit y avoir immobilité des facteurs de production au niveau international (seules les marchandises circulent)
4. et enfin la productivité doit être constante. »

Ajoutons que dans la démonstration de Ricardo, les échanges avaient lieu entre pays de niveau de développement comparables. Les fabrications étaient réalisées dans chacun de ces pays. **Les colonies et leurs produits n'entraient en aucun cas dans le raisonnement sur le libre-échange.** Ricardo envisageait les échanges entre pays de développement comparable.

2 – UNE REALITE QUI DEMONTE QUE LE LIBRE-ECHANGE VERSION 21^{EME} SIECLE NE PEUT PAS FONCTIONNER CORRECTEMENT.

Aujourd'hui, **les marchandises circulent certes, mais l'argent circule en un clic, et les usines circulent sans freins sur la planète, pour s'installer dans les pays à bas coûts. La productivité n'est pas constante, étant donné les progrès techniques. Loin d'être parfaite (condition 2), la concurrence est donc totalement faussée. Les dumpings sont légion.**

Cela signifie que l'on a retenu le concept de libre-échange, en oubliant complètement les quatre conditions de sa réussite, et en faussant la concurrence, notamment par l'installation d'usines dans des pays à très bas coûts.

C'est ainsi que les fortes baisses des droits de douane décidées en 1994² et les mesures visant à supprimer les «obstacles aux échanges», ont rendu extrêmement simple :

1. d'abord la fermeture des usines en France pour les installer dans des pays à bas coûts,
2. et ensuite l'exportation quasiment gratuitement dans le pays quitté, des produits fabriqués dans ces nouvelles usines à des prix de dumpings, donc avec des marges pharaoniques.

L'opération est toujours gagnante. Même les émissions de gaz à effet de serre liées au transport des marchandises ne sont pas décomptées aux émetteurs. La concurrence est bien totalement faussée d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

² L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui a remplacé le GATT, a été créée à Marrakech en 1994.

L'entreprise française restée en France depuis 30 ans est donc toujours la grande perdante, face à une entreprise concurrente qui a délocalisé dans un pays à bas coût, pour exporter ensuite sans droits de douane ses produits en France. D'où le [bilan au vitriol](#) de la mondialisation présenté par le Président de la République française à l'ONU en 2020. (Il évoque notamment la possible perte de la souveraineté et de la démocratie !).

3 – DES CONSEQUENCES A TIRER D'URGENCE.

Voilà pourquoi une politique de relocalisation, sans lien avec une refonte parallèle des accords de libre-échange signés par l'Union Européenne sera, à terme, un coup d'épée dans l'eau, puisque c'est la mondialisation **actuelle** qui a provoqué les délocalisations et le chômage de masse.

Rien ne dit que les entreprises qui se relocalisent aujourd'hui, grâce à de généreuses subventions, ne repartiront pas dans cinq ou dix ans, quand le son du canon se sera estompé.

Il faut donc **corriger les accords de libre-échange européens actuels, et mettre en place les outils qui éviteront le désastre d'une nouvelle désindustrialisation.**

Il est donc clair qu'il faut obligatoirement y insérer une dose de «protectionnisme» pour corriger l'absence des quatre conditions de Ricardo. C'est nettement mieux que des subventions d'un Etat surendetté. C'est aussi la seule façon de corriger rapidement tous les abus dans la durée, et de sauver la démocratie et la souveraineté qui sont en danger (voir sur ce point le « [Trilemme de la mondialisation](#) »)

En conclusion, il faut mettre en place les outils nécessaires pour faire en sorte que la concurrence soit loyale. Cela implique notamment de dresser des bilans à intervalles réguliers de chacun des accords pour identifier les dérives avant qu'elles ne prennent trop d'ampleur.

Pour cesser d'être naïfs ³ il faut **en même temps** prévoir des mesures raisonnables de protectionnisme (ou « d'autonomie stratégique » pour ceux qui n'aiment pas le mot protectionnisme), pouvant être rapidement mises en place au **premier dérapage. Ce sont les garde-fous qui nous ont tant manqués depuis 30 ans.**

En pièce jointe, ou encore [ICI](#), le lecteur trouvera nos propositions de réformes qui sont modestes, et pas aventureuses.

³ Voici ce que déclarait à la presse Katherine TAI, La représentante américaine au Commerce, le 15 juin 2023 «... **Nous n'avons pas intégré de garde-fous. Or quand l'efficacité et les coûts sont la seule motivation** », **le risque est de voir un pays, la Chine, concentrer les industries essentielles et « manipuler les structures de coût » pour maintenir artificiellement les prix bas pendant que « la production s'en va hors de nos frontières ».**